

Solidaires en action N° 107

Le 14 avril 2014

Un 1^{er} mai internationaliste, revendicatif, conquérant !

L'Union syndicale Solidaires appelle à organiser de massives manifestations unitaires le Premier mai, dans l'unité, CGT, FO, FSU, Solidaires. C'est déjà le cas en Ile-de-France et dans plusieurs départements. Renforçons cet élan unitaire ! Pour en finir avec les mauvais jours, pour arrêter les licenciements, réduire le temps de travail, transformer les emplois précaires en emplois statutaires ou à durée indéterminée, sauver nos retraites et la Sécurité Sociale, pour en finir avec les discours et les actes racistes ou sexistes et pour contrer les idées et pratiques réactionnaires, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et le renforcement des solidarités.

Organisons-nous et luttons contre le capitalisme et le patronat pour reprendre ce qu'ils nous ont volé ! Ensemble, nous sommes une force. **C'est nous qui faisons tourner la société, pas les actionnaires qui s'enrichissent de notre travail !** Dans les entreprises et les services, discutons, élaborons des revendications qui nous unifient, débattons des actions à mener pour les faire aboutir, reprenons nos affaires et notre avenir en main.

Union syndicale Solidaires
144 Boulevard de la Villette, 75019 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 20 | contact@solidaires.org
Télécopie : 01 43 67 62 14 | www.solidaires.org

Dans les manifestations du Premier Et chaque jour, dans les entreprises et les Unité syndicale pour gagn

Unité pour un 1^{er} mai internationaliste, revendicatif, résistant et conquérant !

Unité pour conquérir de nouveaux droits et contribuer à une profonde transformation sociale !

Tract national Solidaires à diffuser massivement

Communiqué unitaire national CGT, FSU, Solidaires

Suite à leur rencontre le 9 avril, la CGT, la FSU et Solidaires appellent à poursuivre le processus de mobilisation massive des salarié-es, ouvert à toutes et à tous, notamment en créant les conditions de puissantes manifestations le 1er mai. Avec les journées d'actions du 15 mai dans la Fonction publique, du 22 mai pour les cheminot-es, du 3 juin pour les retraité-es et des initiatives revendicatives sous des formes diverses dans de nombreuses entreprises, ce 1er mai est une étape et un moteur pour amplifier la mobilisation des salarié-es.

Le gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salarié-es à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le « pacte de responsabilité ». Le coût du travail est un faux débat, ce qui nous coûte c'est le capital.

Le bilan des élections municipales illustre le décalage entre les attentes et besoins des citoyen-nes et les réponses du politique. Le Président de la République a entendu mais n'a pas écouté les voix des salarié-es. C'est d'un changement de cap dont nous avons besoin et, sans surprise, le discours du nouveau Premier Ministre ne répond pas à cette exigence.

CGT, FSU et Solidaires affirment qu'il existe des alternatives.

- **L'augmentation des salaires et des pensions est possible et même indispensable** pour améliorer la situation de nombreux salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es, et pour tirer toute notre économie vers le haut.
- **Les aides publiques accordées aux entreprises doivent être remises à plat** et évaluées en fonction de leur efficacité économique et sociale.
- **Une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salarié-es, les privé-es d'emploi et les retraité-es** garantira le financement de notre sécurité sociale.

Pour la solidarité entre les salarié-es et l'égalité des droits, le choix de la paix et le choix du social, la CGT, la FSU et Solidaires poursuivent avec tous les salarié-es, dans l'unité syndicale la plus large possible, le débat d'idées pour le progrès social.

Union syndicale Solidaires
144 Boulevard de la Villette, 75019 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 20 | contact@solidaires.org
Télécopie : 01 43 67 62 14 | www.solidaires.org

Pacte de responsabilité
A propos du texte Patronat / CFDT / CFTC / CGC

Encore le coup du coût !

Bénéfice
411 milliards d'€

Les capitalistes nous coûtent cher

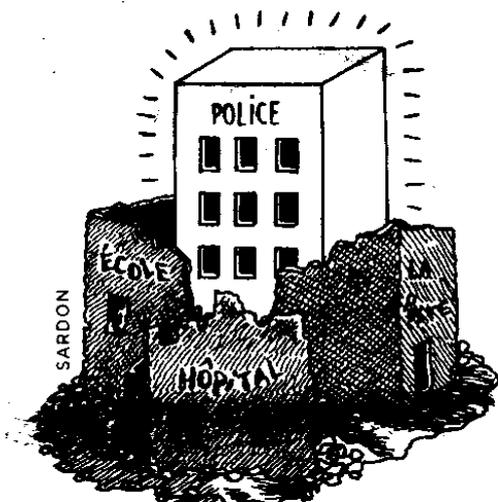
Tract national Solidaires sur le pacte de responsabilité

Hôpitaux : le personnel se coordonne nationalement

Le 4 avril, des représentant-es de plus de 40 hôpitaux se sont rencontrés à l'Établissement Public de Santé Mentale de Caen. A l'appel des syndicats CGT et SUD et des personnels mobilisés de l'EPSM de Caen, une centaine de délégué-es d'hôpitaux en lutte ou ayant été en lutte a participé à cette journée, ainsi que des représentant-es des fédérations SUD Santé Sociaux et CGT Santé Action sociale. Il faut ajouter une dizaine d'établissements qui n'ont pu venir mais ont envoyé des messages de soutien et qui veulent connaître les suites de cette initiative

La matinée a permis un tour d'horizon des établissements, le constat est partout le même : une situation sombre, très sombre, partout des suppressions de postes, des suppressions de services, des budgets en berne obligeant les établissements à s'endetter. **Les salarié-es ont à faire à des directions de plus en plus brutales et cyniques** à l'image des Agences Régionales de Santé qui répercutent la politique du ministère.

Face aux attaques contre le service public de santé, généralisées à tous les hôpitaux dans le pays, l'appel stipulait : « ...aujourd'hui, l'heure n'est plus seulement à la contestation hôpital par hôpital (...) mais bien de donner une réponse nationale à un problème national. ».



Beaucoup de représentant-es d'établissement ont souligné l'impasse de la « concertation » et du « dialogue social », « on ne peut pas mener le combat dans les instances, il faut s'appuyer sur la mobilisation », d'autres pensent que « rester au niveau local, c'est l'enlisement qui guette »...ou encore un autre intervenant « il faut trouver une solution pour que la santé soit enfin entendue, il faut créer un rapport de force national, en agissant ensemble » et un syndicaliste d'ajouter « avec les usagers ».

L'après midi a été consacrée aux propositions. Les participant-es à l'AG ont constaté que le moral des personnels en lutte ou ayant lutté était meilleur que celui rencontré dans les hôpitaux résignés. Elles et ils ont affirmé leur volonté de ne plus être maltraité-es pour bien soigner. Après le succès de cette première AG, les participant-es ont adopté le principe d'une nouvelle AG pour la convergence des luttes, le 22 mai à Paris à l'Hôtel Dieu.

Informatique : restrictions des droits et licenciements

Les entreprises informatiques (secteur s'il en est en croissance) pratiquent avec la nouvelle loi dite de « sécurisation de l'emploi » la réduction d'effectif à la hache ! Ce début avril les « Plans de Sauvegarde de l'Emploi » tombent : 370 postes sur 1300 que compte *Nextiraone*, 240 postes sur 2000 que compte *Computacenter*.

Ce ne sont pas les hasards du calendrier qui décident ces entreprises à licencier. Après des années de restriction, de pressions, de challenges et autres gadgets, aujourd'hui les patrons de l'informatique se lâchent... **Avec la mise en place de la nouvelle procédure de PSE, ils vont faire des dégâts au nom de belles stratégies industrielles qui ne vont pas plus haut que leurs portefeuilles !** C'est encore les salarié-es qui vont payer !

Toutes les catégories d'emploi sont touchées. Certains syndicats négocient des accords de méthode pour les licenciements et n'hésitent pas à remettre à plat tous les acquis sociaux : variables, 13ème mois, primes, astreintes, temps de travail... Solidaires Informatique appelle les salarié-es à la mobilisation pour refuser ces régressions sociales et défendre l'emploi.

Education nationale : à Luchon, l'action sauve une classe



A Bagnères-de-Luchon (31), les parents d'élèves de l'école maternelle publique se sont mobilisé-es pour sauver un poste sur la sellette depuis plusieurs mois. L'an dernier, la classe avait été sauvée, mais la suppression est de nouveau à l'ordre du jour pour la rentrée prochaine. 58 enfants, les tout-petits ne sont pas pris en compte par l'Académie, et il ne resterait que deux postes !

Lundi 7 avril, ils et elles occupaient l'école. SUD Education a apporté son soutien, sur place. L'occupation organisée par les parents d'élèves en lien avec le personnel de l'école, la prise en charge de l'action par celles et ceux qui l'ont décidé, la dynamique d'une action collective, voilà de quoi regonfler le moral ... Et le mardi après-midi, **la suspension de la décision de suppression était actée. Une action, parmi bien d'autres, qui montre qu'on peut gagner !**

Universités : Paris 8 en lutte contre la fusion imposée

Le 10 avril, les étudiant-es et personnels de l'université de Paris 8 se sont mis-es en grève, dénonçant l'obligation de fusion que connaissent les universités aujourd'hui. L'université de Paris 8 est censée fusionner avec celle de Nanterre. Dans beaucoup d'universités, cette obligation de regroupement, prescrite par la loi Fioraso de 2013, est imposée par les présidences. Suite à une A.G., organisée pour remettre les actrices et acteurs de l'université dans le débat, **400 personnes se sont dirigées vers les locaux de la présidence (Mme Tartakowsky) qui a appelé la police (brigade anti-criminalité!) à entrer dans l'établissement et à réprimer les premiers et premières concernées par ces transformations de l'université.**

Deux heures de blocage de l'université, pour informer les étudiant-es et personnels, ont été décidées pour le 10 avril. Une A.G. a eu lieu, réunissant 500 personnes puis une manifestation dans l'université. Les revendications portées par ces usager-es partent du d'une fusion imposée mais se poursuivent dans le refus de la suppression des filières, de la casse des droits étudiant-es, de la suppression des rattrapages en septembre, des budgets de misère. Paris 8 a connu des Assemblées générales au début de l'année contre la mise en place d'un règlement intérieur qui fermait la fac à l'extérieur et introduisait des normes de contrôle inédites. L'assemblée générale a dénoncé la politique générale menée sur les universités, celle du processus de Bologne, des lois de privatisations et un contrôle de plus en plus ferme des étudiant-e-s entre les murs. **Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes, soutient entièrement ce combat** Les universités ne sont pas des entreprises et la démocratie locale où les usager-es décident est le minimum à défendre. Les étudiant-e-s de Paris 8 appellent à une grève à partir du 5 mai, si la présidence ne répond pas à ces exigences.

Salons Grands Voyageurs : les hôtesse-s en grève gagnent

Après 5 jours de grève, les hôtesse-s des Salons Grands Voyageurs (SGV) *SNCF* de Paris et de Lille ont repris le travail jeudi 10 avril. Un mouvement qui se termine par une victoire : la direction d'*Elior-FMC* a été contrainte de céder sur des revendications essentielles et de prendre des engagements qu'elle devra tenir. Une grève menée jusqu'au bout, qui a démontré qu'en luttant dans l'unité, la solidarité et la détermination, il est possible de changer la donne !

Fermeture et blocage des salons, cadres courant d'une gare à l'autre pour casser la grève, annulation d'une opération marketing par les boulangeries *Paul* (Groupe *Elior*), chants, slogans et sifflets, visite au siège... la grève menée avec enthousiasme et ténacité durant 5 jours par les hôtesse-s des SGV de Paris et de Lille a causé beaucoup de remous dans l'entreprise, mais aussi à l'extérieur.

Soutenu par les syndicats SUD Elior-FMC et SUD-Rail, ce mouvement de révolte a obligé la direction à assumer ses responsabilités, a calmé les ardeurs de certains petits chefs sans scrupules et a permis de remporter de vraies victoires : **faire annuler le licenciement** d'une collègue avec maintien du salaire, lutter contre la précarité avec la **conversion de CDD en CDI**, obtenir des engagements fermes et écrits sur le **paiement des heures supplémentaires** et l'**amélioration de conditions de travail**, et la création, dès le 16 avril, d'un **groupe de travail sur les coefficients, la rémunération, les primes, la sécurité et l'aménagement des lieux de travail.**



Les salariées ont su rester soudées, prenant toutes les décisions collectivement et résistant à toutes les pressions. Durant ces 5 jours, elles n'ont cessé d'appeler l'ensemble du personnel FMC à les rejoindre pour créer un plus grand rapport de force et obtenir des avancées sur tous les sites. Ce n'est que partie remise, car il y aura d'autres luttes !

La raison de cette victoire, au-delà du rapport de force et d'une solidarité sans faille, c'est aussi l'organisation. Pour faire valoir les revendications, pour conquérir de nouveaux droits, pour imposer le partage des richesses par des hausses de salaires, **il faut d'abord s'organiser.** Le syndicat SUD-Solidaires est un outil. Débattre, réfléchir, se structurer, s'organiser, lancer des grèves, s'entraider financièrement, diffuser du matériel, c'est une arme efficace, à renforcer.

Pôle Emploi : les agents publics d'Ile-de-France en grève

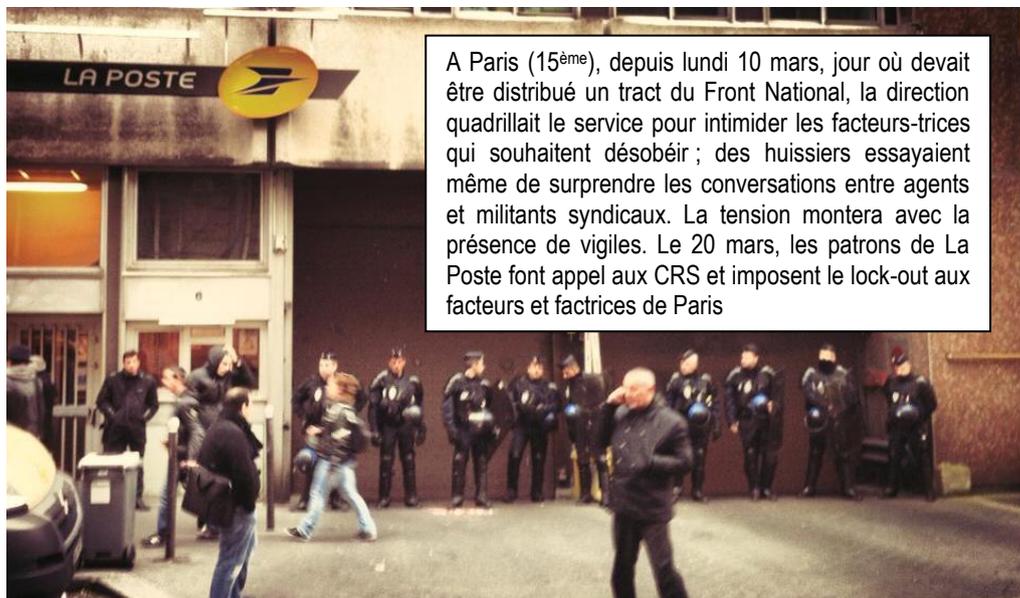
Le 10 avril, les agents publics de Pôle-emploi Ile-de-France étaient massivement en grève pour dénoncer le non respect du statut, les discriminations et vexations subies depuis trop longtemps. Sous la pression des manifestant-es bloquant la rue de Grenelle et scandaient des slogans de colère, le directeur de cabinet du ministre a fini par recevoir une délégation ... renvoyée sans réponse vers la Direction Générale de Pôle Emploi ! Tentant de rencontrer la Ministre de la Fonction publique, les grévistes ont eu à faire avec les CRS ! **La colère des agents est plus forte que le mépris des ministres...**

La Poste : à Etampes, 5 jours de grève pour gagner

A Etampes, alors que SUD Poste 91 avait négocié en 2009 des accords qui précisait que les repos des agents étaient cycliques et immuables, la direction a tenté, en refusant la consultation du CHSCT, d'imposer une flexibilité complète. Elle y ajoutait la suppression de deux tournées de facteurs-trices. La direction de La Poste est dans l'illégalité lorsqu'elle contourne les instances représentatives du personnel ; mais elle dépense l'argent public en payant durant toute la grève un huissier qui n'aura rien à constater, car les grévistes ne sont pas tombé-es dans les provocations patronales.

Après 5 jours de grève, les facteurs et factrices d'Etampes (91) ont gagné :

- ⇒ L'annulation de la possibilité pour La poste de modifier à sa guise les horaires et jours de repos.
- ⇒ La réouverture des négociations sur le projet de réorganisation.
- ⇒ Un nouveau calendrier qui prévoit une mise en place en octobre.
- ⇒ La réunion des instances obligatoires.
- ⇒ Le comblement des emplois vacants.



A Paris (15^{ème}), depuis lundi 10 mars, jour où devait être distribué un tract du Front National, la direction quadrillait le service pour intimider les facteurs-trices qui souhaitent désobéir ; des huissiers essayaient même de surprendre les conversations entre agents et militants syndicaux. La tension montera avec la présence de vigiles. Le 20 mars, les patrons de La Poste font appel aux CRS et imposent le lock-out aux facteurs et factrices de Paris

Ferroviaire : les cheminot-es dans la rue le 22 mai

Contre le projet de loi ferroviaire qui organise l'éclatement de la SNCF et prépare la privatisation du transport ferroviaire de voyageurs, les fédérations CGT, UNSA et SUD-Rail organisent une manifestation nationale le 22 mai. Pour SUD-Rail, ce doit être un point d'appui pour la nécessaire grève à construire sans tarder, pour s'opposer au projet de loi dont l'adoption est prévu par le gouvernement pour mi-juin à l'Assemblée nationale, pour mi-juillet au Sénat.

Industrie : deux semaines de grève chez Forbo (51)



Suite aux négociations annuelles obligatoires, les salarié-ess de Forbo à Reims sont **en grève à raison d'une heure par vacation depuis deux semaines**. Chaque lundi midi, les trois équipes se réunissent à l'entrée de site pour un piquet de grève et un casse-croute, et pour décider ensemble de la suite. Le personnel administratif, traditionnellement à l'écart des actions, s'est joint au piquet.

Fonction publique : construisons la grève du 15 mai

Le discours de politique générale du premier ministre a confirmé ce que nous craignons : le Fonction Publique, les services publics seront sacrifiés sur l'autel de l'austérité. Dans le cadre affiché de la recherche de **50 milliards de réductions des dépenses publiques**, annoncer 19 milliards pour la Fonction Publique d'Etat, 10 milliards pour les collectivités territoriales et 10 milliards pour le secteur de la santé, c'est le signe d'une mauvaise « Valls » à trois temps qui fragilise encore plus un secteur pourtant nécessaire à la cohésion sociale. Ce discours valide la poursuite de la politique du gel du point d'indice et l'absence de mesures pour le pouvoir d'achat, la poursuite des suppressions d'emplois et d'une grande fragilisation des services de santé. Ce discours dresse un avenir inquiétant pour les agents des collectivités territoriales au travers des annonces faites sur l'évolution des collectivités (régions, départements, communauté de communes). Ce discours confirme donc la politique d'austérité pour les agents de la fonction publique. Il va à l'encontre de l'intérêt général, il remet en cause les services de proximité chers aux usagers. **Solidaires Fonction publique appelle tous les agents de la fonction publique à se mobiliser et à construire dès à présent, dans l'unité la plus large, une grande journée de grève et de manifestation le 15 mai prochain.**

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>